

REUSSIR Volailles

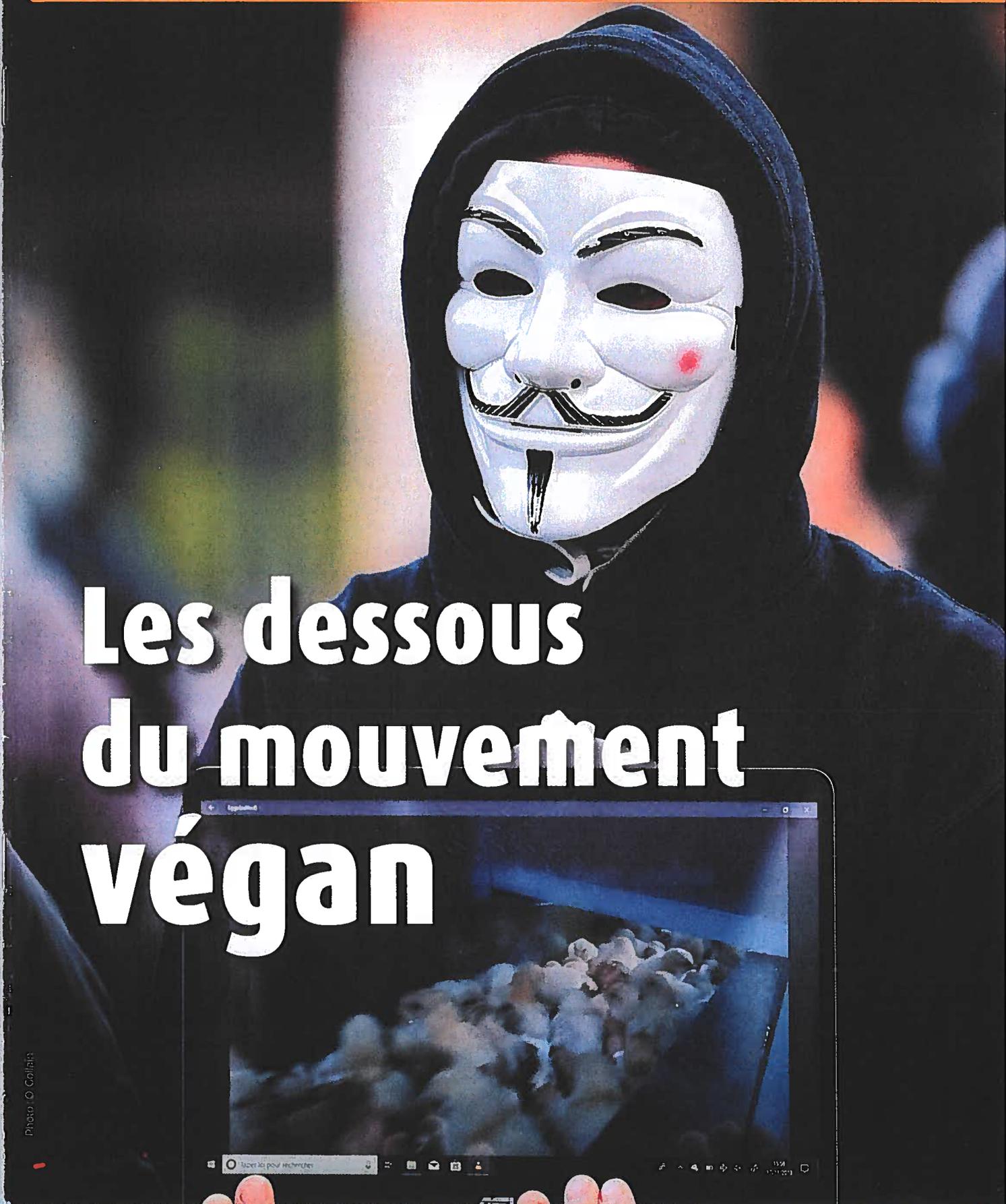
Nourrir votre performance



www.reussir.fr/volailles

VU dans RÉUSSIR VOLAILLES numéro 249 # septembre 2019

Reproduction interdite



Les dessous du mouvement végan

Vidéos à charge avec la volonté de choquer, violence des propos, intrusions dans les élevages et les abattoirs, agression de bouchers... L'agenda des animalistes radicaux est bien de mettre fin à l'élevage.

La face cachée du véganisme

Pourquoi tant de haine? Pourquoi désigner à la vindicte populaire les métiers des filières animales en s'appuyant sur des images ne reflétant pas la réalité quotidienne de leurs pratiques mais des manquements à la règle? Pourquoi incendier un abattoir ou vandaliser l'étal d'un boucher bio? Pourquoi les médias grand public relaient-ils les messages et reprennent-ils les images de ces activistes sans jamais, ou presque, questionner les idéologies qui sous-tendent leurs actions ou s'interroger sur leur financement? Quel est l'impact du véganisme radical, pourtant extrêmement minoritaire, sur l'opinion publique et le regard que la société porte sur l'élevage et sur la consommation de viande? Comment nos filières peuvent-elles reprendre la main sur un débat qui leur a en grande partie échappé? L'animalisme radical a sauté à la figure des acteurs de l'élevage à partir du milieu des années 2010. Les vidéos à charge de **L214**, construites à partir d'images captées illégalement et assemblées pour choquer, les ont

laissés sans voix. Des mouvements plus radicaux encore ont émergé dans leur sillage. Ils sont à l'origine d'actions violentes: blocages d'abattoirs, intimidations et dégradations de biens visant des élevages, des boucheries et des commerces.

LES VÉGANS ABOLITIONNISTES VISENT L'ÉRADICATION DE L'ÉLEVAGE

Très bruyants, ces mouvements sont pourtant loin de représenter tout le champ de la protection animale, qui existait bien avant eux. On a coutume de distinguer deux sortes d'associations, les welfaristes et les abolitionnistes, selon leur positionnement vis-à-vis des animaux d'élevage. Les premières militent en faveur de l'amélioration des conditions de vie et d'abattage des animaux. Trois associations dominent le paysage français: **Welfarm**, **CIWF** (*Compassion in world farming*) et **OABA** (*Œuvre d'assistance aux bêtes d'abattoir*), auxquelles s'ajoutent une quatrième, **LFDA** (*la Fondation droit animal, éthique et sciences*) moins militante et proche des milieux institutionnels et scientifiques.

Ces associations réformistes travaillent en partenariat avec les filières animales ou la grande distribution pour faire progresser les pratiques.

Discussion impossible en revanche avec les associations véganes et abolitionnistes qui refusent par principe tout partenariat avec le monde de l'élevage. Et pour cause. Elles visent l'éradication de l'élevage au nom de l'idéologie antispéciste, qui met sur un pied d'égalité les animaux et les hommes. Selon Eddy Fougier, expert des mouvements protestataires à la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), l'animalisme radical présente une triple radicalité, celle des propos, celle des visions et celle des modes opératoires. « L'objectif évident des animalistes radicaux est de modifier le regard que les Français peuvent avoir sur l'élevage industriel, la viande, la boucherie, la fourrure, les expérimentations animales, le gavage des oies ou des canards ou encore la corrida, en suscitant chez eux indignation et colère face aux traitements infligés aux animaux », analyse-t-il. 📢

04

Derrière le véganisme, l'idéologie antispéciste

06

L214 ou le marketing de la souffrance à petits pas

08

DXE en tête des mouvements abolitionnistes

10

Le lobby de la viande cellulaire en embuscade

12

Les inter-professions avicoles plus proactives



Pour Hervé Le Prince, communiquant en stratégie de marques, l'agriculture et l'agroalimentaire ont trop longtemps laissé le champ libre aux défenseurs de la cause animale. Il encourage les filières, les éleveurs, à réoccuper l'espace public.



« Les filières animales doivent reprendre la parole »

● Qu'est-ce qui a changé depuis une quinzaine d'années ?

Hervé Le Prince - « Deux choses fondamentales. D'abord, nous sommes bien dans une mutation profonde qui impacte les filières, et non dans une succession de crises liées à des accidents déclencheurs. Par définition, la crise est un pic puis une retombée au point de départ. Nous ne reviendrons pas à la situation d'avant-crise. Il ne s'agit plus de faire le dos rond, mais de réagir et de s'adapter. Ensuite, l'éthique se substitue désormais à la loi et à la réglementation et entraîne des changements imposés à la filière. Les œufs issus de poules en cage en sont l'exemple. »

● Comment en est-on arrivé là ?

H. L. P. - « Il y a eu le travail de sape d'organisations animalistes et abolitionnistes. Avançant sous le masque de la défense des animaux, elles finissent par susciter une défiance alimentaire quasi généralisée, du moins dans les médias. Ces mouvements ont réussi à politiser notre alimentation en construisant un récit militant. Ils ont

su donner du sens à notre alimentation en jouant sur quatre tableaux : l'animal souffrant, la dégradation de notre santé, la destruction de la planète et la facette anti-industrie. Ils veulent changer le monde en commençant par l'alimentation. Pendant ce temps, les filières tenaient un discours de marques visant nos estomacs. »

● Les filières animales portent donc leur part de responsabilité...

H. L. P. - « Elles ont laissé à d'autres le soin de soulever le capot de l'élevage et de l'abattage. D'où les images choquantes qui soi-disant ne mentent pas. C'était à la profession de le faire. Il y avait des éleveurs ou des abattoirs non conformes : il fallait les accompagner pour s'améliorer ou s'arrêter. Il aurait fallu fixer un seuil de tolérance aux différents stades des filières. On doit changer les pratiques qu'on ne veut pas montrer. Il est important de s'inscrire dans

une démarche de progrès et de prendre de la hauteur. Cela permet de répondre aux attentes en annonçant un agenda d'améliorations sans couteau sous la gorge. »

● Comment reprendre la main ?

H. L. P. - « Continuer à faire du marketing produit, mais pas que. Les professionnels ont à construire un récit militant qui redonne du sens à l'alimentation. Ce qui veut dire parler de l'élevage et des process agricoles et industriels. Le consommateur veut savoir d'où vient et comment est fabriqué ce qu'il a dans son assiette. Il faut redire pourquoi adopter un régime alimentaire omnivore équilibré est ce qu'il y a de mieux. »

● Sous quelles formes communiquer et avec qui le faire ?

H. L. P. - « La recette est simple : ouvrir les portes et aller à la rencontre des citoyens-consommateurs.

C'est ce qui a démarré en Bretagne avec les portes ouvertes à la ferme d'Agriculteurs de Bretagne, avec les visites dans les entreprises agroalimentaires de Breizh Agri Food, avec les Happig Hour du comité régional porcine de Bretagne : des éleveurs vont à la rencontre des consommateurs à l'heure de l'apéritif. Chacun peut le faire et surtout les éleveurs. Qu'ils n'hésitent pas à faire visiter leur élevage. C'est là qu'ils sont le plus à l'aise et inattaquables pour parler de leur quotidien, montrer qu'ils travaillent bien et qu'ils ont su évoluer. Cela vaut également pour les salariés de toutes les entreprises. En résumé, ils doivent entendre les attentes, agir pour y répondre en tenant compte de leurs contraintes économiques et le faire savoir. »

● Faut-il tout montrer ?

H. L. P. - « Les opposants qui veulent éliminer l'élevage de la planète ont brisé un tabou, en montrant la souffrance et la mort que personne n'a envie de voir. On peut raconter sincèrement la mise à mort, mais la montrer est la limite à ne pas dépasser, même au nom de la transparence. »



Les professionnels ont à construire un récit militant qui redonne du sens à l'alimentation



Les antispécistes refusent d'établir une distinction entre espèces et remettent en question 15 000 ans de domestication animale.

Selon la pensée antispéciste, tuer des animaux capables de ressentir la souffrance physique ou psychique est assimilé à un meurtre.

Derrière le véganisme, l'idéologie antispéciste

À l'origine de l'animalisme radical, il y a une idéologie : l'antispécisme. Ce courant intellectuel, né dans les années 1970 dans les pays anglo-saxons, est porté en France depuis près de trente ans par la revue *Cahiers antispécistes*, en libre accès sur le web. Il a nourri les fondateurs et responsables des mouvements animalistes qui sont passés par cette structure informelle et qui se sont rencontrés lors de séminaires de réflexion, comme les Estivales. Selon les *Cahiers antispécistes*, « le spécisme est l'idéologie qui justifie et impose l'exploitation et l'utilisation des animaux par les humains, d'une manière qui ne serait pas acceptée si les victimes étaient humaines ».

Les antispécistes « refusent d'établir une quelconque distinction entre les espèces, et donc entre les humains et les animaux – distinction qu'ils assimilent au spécisme –, au nom d'une lutte contre les discriminations et l'oppression des espèces animales non humaines », décrypte le politologue Eddy Fougier dans son étude pour la Fondapol.

POUR TRANSFORMER LA PLANÈTE EN PARADIS

Ils mettent la lutte contre l'exploitation animale au même rang que la lutte contre l'esclavage, le racisme, le sexisme.... Pas question de monter sur un cheval car ce serait le dominer. Ni d'utiliser des chiens pour guider des aveugles car ce serait les exploiter.

Derrière les humains ou les animaux, ils ne voient que des individus « sentients », c'est-à-dire dotés de la capacité à ressentir la souffrance physique ou psychique. Pour les distinguer, ils parlent « d'animaux humains » et « d'animaux non humains ». Pour désigner la viande, ils parlent de « chair animale » et nomment ceux qui en consomment les « carnistes ». La frange la plus extrémiste de ce courant anglo-saxon, le RWAS (*Reducing wild-animal suffering* - Réduire les souffrances des animaux sauvages) considère que la souffrance des animaux sauvages dans la Nature justifierait leur élimination, leur stérilisation ou leur reprogrammation par la science pour transformer par exemple les carnivores

en végétariens. En attendant de transformer la planète en une sorte de paradis terrestre d'où serait éliminée toute souffrance, il faudrait distribuer des aliments végans aux prédateurs pour les dissuader de chasser. Des philosophes et universitaires dissertent à longueur de pages et de sites web sur ce courant de pensée. Les *Cahiers antispécistes* y ont consacré leurs deux numéros en 2019.

DES AMBASSADEURS AU CŒUR DES MÉDIAS

Cette pensée imprègne peu à peu la société civile parce qu'elle anime l'action des animalistes abolitionnistes tels que L214 et que des personnalités médiatiques portent cette parole. Citons

notamment, Aymeric Caron, qui eut tribune ouverte pour diffuser ses idées dans l'émission « On n'est pas couché ». Dans l'un de ses livres, il affirme « nous nous réfugions derrière un pseudo-statut d'espèce supérieure pour justifier les tueries de masse quotidienne dont nous sommes les auteurs ». Le journaliste Franz-Olivier Giesbert est l'auteur d'un livre *L'animal est une personne*, duquel il a tiré un film diffusé en 2015. Cette idéologie jusqu'au-boutiste n'hésite parfois pas à comprendre, voire à justifier l'action violente.

« Je ne cautionne pas la violence, évidemment, ni la stigmatisation des bouchers. Je reconnais la démocratie, l'action politique. Mais je peux parfois comprendre l'action directe », affirmait non sans ambiguïté Catherine Hélayel, membre du Parti animaliste, dans le journal *l'Opinion* le 5 juillet 2018. Jusqu'à remettre en cause le choix de tout un chacun de manger ou pas de la viande : « Dans 'choix personnel', le mot 'choix' me dérange », disait-elle. ③

Des intellectuels et des scientifiques s'élèvent contre l'idéologie antispéciste à l'origine de dérives sectaires.

« Les germes d'un nouvel obscurantisme »

L'animalisme produit les germes d'un nouvel obscurantisme », s'insurge Jean-Pierre Diard, anthropologue de la domestication animale, dans son livre *L'animalisme est un antihumanisme*. Il dénonce ce mouvement qui fait « passer les éleveurs pour des bourreaux d'animaux », en généralisant des faits isolés, ou quand l'antispécisme prétend que la domestication est une action violente exercée sur des animaux. « Si la domestication a pu être réalisée, c'est que les animaux y ont, en quelque sorte, consenti et même participé. » Les animalistes ignorent tout de la réalité des animaux et ne les aiment pas, dit-il. Le philosophe Thierry Hoquet s'étrangle devant la volonté du projet végan de « réformer la nature humaine ». « Au-delà de la dénonciation de la mort

des bêtes, c'est le repas comme manière de faire société qui devient un crime. » Pour l'anthropologue, si la société est devenue si réceptive à cette remise en cause de l'utilisation des animaux, cela est dû au fait que beaucoup de citoyens sont coupés de leurs racines paysannes et de la culture animalière. Ils ne connaissent plus que l'animal de compagnie.

COUPÉS DE LA CULTURE ANIMALIÈRE

Jocelyne Porcher, sociologue à l'Inra, fustige la volonté du véganisme « d'exclure les animaux de tous les pans de notre vie. Ouvrons les yeux. Le véganisme est le pire et le plus stupide projet qui soit, concernant les animaux domestiques et le pire et le plus triste projet pour tous ceux qui aiment les animaux et ne conçoivent pas leur vie sans

eux ». Quant au politologue et essayiste Paul Ariès, par ailleurs très critique à l'encontre de l'élevage industriel, il estime dans son livre *Lettre ouverte aux mangeurs de viande qui souhaitent le rester sans culpabiliser* que « les libérateurs des animaux se sont donné une mission bien trop grande pour eux... Ce trop grand écart entre le réel et le possible est nécessairement pathogène ». Tout comme il lui paraît inadmissible qu'une minorité agissante prétende imposer sa loi à une majorité par tous les moyens. ③



ÊTRE VÉGAN : UN MODE DE VIE CONTRAIGNANT

La mouvance végane englobe des tendances alimentaires à géométrie variable dans lesquelles l'activisme abolitionniste ne concerne qu'une minorité. Tous ceux qui ne consomment pas de viande ne sont pas forcément végétariens. On distingue :

● **Les végétariens** au sens strict (moins de 0,5% de la population), ne consomment aucun produit issu d'animaux (même le miel), y compris ceux qui contiennent des additifs d'origine animale. Des labels permettent de les guider dans leurs

achats. Les végétariens font de leur refus de l'exploitation animale une philosophie et un mode de vie. Ils refusent l'usage de vêtements fabriqués avec des matières animales et de tous les produits testés sur les animaux. Ils ne mettront jamais les pieds dans un parc animalier ou un cirque. « Être végan est extrêmement exigeant et contraignant, car basé sur différentes formes d'exclusion ou d'interdit », résume Eddy Fougier, politologue. Il distingue les végétariens qui en font un mode de vie au quotidien et les militants qui

cherchent à politiser la cause animale et à inciter par tous les moyens les non-végétariens à le devenir.

● **Les végétaliens** ont exclu de leurs repas tous les produits animaux. La frontière entre végétalisme et véganisme n'est pas toujours nette. Certaines personnes se disant végétariens sont en réalité en phase de transition.



● **Les végétariens**, qui ne mangent pas de viande mais peuvent consommer des œufs, du lait ou du fromage, seraient environ 2% de la population française.



● **Les flexitariens**, qui ont opté pour un régime alimentaire comprenant de moins en moins de viande concerneraient 25 à 34% de la population.



Derrière sa façade abolitionniste et anti-élevage industriel, l'association L214 cache un projet antispéciste qui, à long terme, vise à changer la société en profondeur.

C'est au nom de la défense des animaux que l'association L214 veut purement et simplement les faire disparaître des élevages, sans aucune alternative possible.

L214 mise sur le marketing de la souffrance

● Qui anime l'association « L214 éthique et Animaux » ?

L214 est née en 2008 de la volonté de trois militants végans qui gravitaient dans le milieu de la cause animale depuis les années 90. Il s'agit du couple formé par Brigitte Gothière et Sébastien Arsac, les porte-paroles, et d'Antoine Comiti, le président qui ne s'expose jamais et reste invisible. Tous les trois ont collaboré à la revue des *Cahiers antispécistes*. Sébastien Arsac a créé Stop Gavage avec Antoine Comiti en 2003. Il était aussi militant de l'ONG welfariste non abolitionnisme

et non végétarisme « Protection mondiale des animaux de ferme » (devenue plus tard Welfarm), qu'il quitta pour ces raisons. Antoine Comiti, devenu entrepreneur du secteur médical, serait le théoricien qui a conçu la stratégie du mouvement.

● Quelles sont ses motivations ?

Brigitte Gothière explique les intentions des trois fondateurs dans le livre de Jean-Baptiste Del Amo L214, *une voix pour les animaux*, relatant l'histoire de l'association. « Le projet serait clairement abolitionniste et antispéciste, tout en

étant audible par le grand public et les médias. Nous avons l'intention de mener des campagnes sectorielles qui serviraient de levier pour avancer vers l'abolition de l'élevage. » L'association ne cache donc pas sa radicalité inspirée par le philosophe australien Peter Singer, théoricien de la libération animale. « Parce que la production de viande implique de tuer les animaux que l'on mange, parce que nombre d'entre eux souffrent de leurs conditions de vie et de mise à mort, parce que la consommation de viande n'est pas une nécessité, parce que les êtres sensibles ne doivent pas

être maltraités ou tués sans nécessité, l'élevage, la pêche et la chasse doivent être abolis », affirme L214 sur son site *Abolir la viande*. En résumé, élever des animaux pour les tuer et pour les manger équivaut à commettre un crime.

● Quelle est sa stratégie ?

Plutôt que de vouloir imposer d'emblée le projet végan, Antoine Comiti a proposé une dynamique d'influence s'inspirant de celle du militant antispéciste américain Henry Spira et qu'il a exposé dans les *Cahiers antispécistes* (n°24 de janvier 2005). L'objectif ?

Instiller par touches successives l'idée que la condition animale est déplorable, faire le glissement vers une alimentation végan et donc vers la disparition de l'élevage sous toutes ses formes, et aller jusqu'à rompre la domination de l'homme sur l'animal domestique, finalement voué à disparaître.

● Quelles sont les méthodes ?

De tous les mouvements abolitionnistes, l'association L214 est celle qui communique le plus et le mieux. Ses méthodes sont largement inspirées d'activistes anglosaxons et de l'organisation américaine *The Humane League* qui a créé l'*Open Wing Alliance* pour diffuser son savoir-faire à l'international. Elles consistent en un marketing de l'horreur efficace : des campagnes à fort impact émotionnel avec des vidéos chocs montrant la souffrance et la mise à mort en tordant la réalité, un relais par des ambassadeurs reconnus par le public (journalistes, actrices, animateurs), des scoops négociés avec des médias, une prise de position sur les réseaux sociaux pour mettre sous pression l'acteur ou le secteur économique visé, des pétitions envoyées sous forme de milliers de courriels perturbateurs afin que la cible cède pour détourner le pistolet posé sur sa tempe. Tout ceci dans un contexte de violence tel qu'il provoque l'effet escompté, celui d'une réaction émotionnelle dont le but est de faire croire que la majorité de l'opinion a basculé dans son camp. Contrairement à ce qu'elle affirme, L214 ne dévoile rien qui soit inconnu. Mais paradoxalement, peu critiquent ce mode d'action, dans la mesure où L214 apparaît « utile » à la manière d'un lanceur d'alerte.

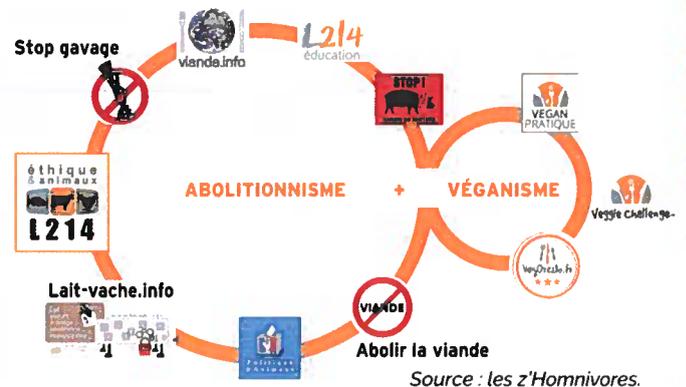
● Quels sont ses moyens ?

Après avoir stagné pendant sept ans, L214 a connu une croissance fulgurante ces derniers temps. Son nombre d'adhérents a été multiplié par trois depuis 2015 (32 000 en 2019). Pour investir ainsi tous les espaces d'expression, entretenir un réseau dans 60 villes et rémunérer plus de 70 salariés (15 en 2015), il faut de l'argent. L'association bénéficie d'un confortable budget (5,2 millions d'euros en 2017), alimenté par des dons et des legs, et propose même une assurance vie.

● Quels fonds la soutiennent ?

Comme elle n'est pas reconnue d'utilité publique, elle a créé le « fonds de dotation L214 pour la défense des animaux » prévu par la Loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, considéré à but non lucratif et d'intérêt général. Ces sommes sont défiscalisées à 66%, ce qui lui permet d'être indirectement subventionnée par les pouvoirs publics. Sa forte notoriété médiatique lui a aussi permis de récolter des fonds sur le marché concurrentiel de l'animalisme. En 2017, L214 a bénéficié d'une subvention de 1,14 million d'euros de l'*Open Philanthropy Project* (OPP), en échange de campagnes contre les poulets de chair, qui ont pris un tour nouveau depuis le mois de septembre 2019, et pour faire du prosélytisme végan dans les universités françaises. L'OPP est un fonds privé américain dirigé par Cari Tuna, épouse de Dustin Moskovitz. Cofondateur de Facebook, Moskovitz a cofondé l'OPP et est un des actionnaires de deux entreprises américaines leaders de la viande végétale *Beyond Meat* et *Impossible Food*. 🌱

Une propagande multicolore



Pour toucher tout public, L214 fait feu de tout bois

en influençant les médias, les consommateurs, les politiques et même les enfants. En témoigne la dizaine de sites qui reflètent son activisme multiforme : sites d'information sur la viande, le lait et les palmipèdes (*viande-info*, *lait-vache.info*, *stop-gavage*, *stop-foie-gras*), sites pratiques pour consommer ou devenir végan, site *Politique-animaux* pour noter et interpeller les élus,

site éducatif *L214 Education* pour fournir des documents pédagogiques aux enseignants. Le site principal renvoie vers deux sites (*Abolir la viande*, *Fermons les abattoirs*) qui visent explicitement les végans les plus radicaux pour les inciter à l'action. Toutes ces actions visent à exercer une influence de long terme sur l'opinion pour l'amener à adopter certaines idées sur la place des animaux dans notre société et de la viande dans nos assiettes. 🌱

LA MÉTHODE SPIRA POUR FAIRE BOUGER LES LIGNES

L214 s'est beaucoup inspirée du philosophe australien Peter Singer, théoricien de la libération animale. Celui-ci a résumé en dix points les méthodes de l'Américain Henry Spira, activiste de la cause animale dans les années 70 :

- Comprendre l'état d'esprit du public à convaincre ;
- Choisir une cible vulnérable à l'opinion publique ayant un effet de levier important ;
- Progresser par étapes atteignables ;
- Se baser sur des faits avérés et des sources crédibles ;
- Ne pas diviser le monde en saints et pécheurs ;
- Chercher le dialogue avant tout ;
- Être prêt à agir sur le terrain ;
- Éviter la bureaucratie d'une structure ;
- Ne pas compter uniquement sur l'action politique ;
- Ne pas se lancer si cela risque d'échouer.

Parallèlement à la très médiatique L214, jugée trop pacifiste, gravitent d'autres mouvements aux méthodes musclées, avec parfois des intentions anticapitalistes, voire révolutionnaires.

La nébuleuse des abolitionnistes radicaux



Les militants les plus extrémistes de la cause animale s'agacent du mode d'action non violent et de la stratégie à long terme de L214. L'association tient à rester un interlocuteur influent auprès des médias et à être financé par l'opinion publique. Ces autres militants de la cause animale ne veulent pas attendre que les politiques légifèrent sur le bien-être animal ou que les consommateurs deviennent progressivement végétariens. D'où le développement de groupuscules aux méthodes musclées qui se livrent au jeu du « plus radical que moi tu meurs ». Ils « recourent à des actions violentes visant les biens et propriétés de leur cible, dans une logique de sabotage économique », analyse Eddy Fougier, expert en mouvements protestataires. Pour justifier leurs actions, ils se présentent comme des lanceurs d'alerte.

L'ÉMERGENCE DE DXE FRANCE

Le collectif **Boucherie abolition** a fait parler de lui ces derniers mois. Créé en 2016 par d'anciens de L214, il a multiplié les intrusions de libération animale dans les exploitations et les agressions à l'encontre

de boucheries. Les éleveurs et les bouchers sont qualifiés de nazis, faisant le parallèle entre élevages et camps de concentration. En septembre 2019, quatorze militants ont été jugés pour « vol aggravé, entrave, violation de domicile, dégradations de biens » dans trois élevages de l'Eure, provoquant l'étouffement de 1400 dindes en voulant les « libérer ». Ils ont été condamnés de un à onze mois de prison avec sursis et à verser plusieurs milliers d'euros pour préjudice moral et matériel.

Un autre mouvement fait parler de lui, même si à fin novembre 2019 il n'avait pas fait l'objet de poursuites judiciaires. Créé fin 2018 par Léa Dubost et William Burkhardt, un ancien vidéaste de L214, **DxE France** est le pendant du mouvement *Direct Action Everywhere* créé en 2013 en Californie. Aux USA, DxE organise des manifestations publiques et des libérations animales mais sa réputation est sulfureuse. Son fondateur a été accusé d'abus sexuel sur des militantes. DxE France réclame la libération totale des animaux et une loi établissant l'égalité des espèces,

animales et humaine. L'organisation emploie les mêmes méthodes d'intrusion et de vidéo choc que L214. En dix mois d'existence, DxE a diffusé près d'une quarantaine de vidéos. Son fondateur a même invité un député et des journalistes (Hugo Clément, BFMTV, Paris Match) dans ses virées. DxE publie aussi la carte des élevages industriels (soumis au régime des installations classées pour l'environnement, ICPE). William Burkhardt prévoit d'essaimer son mouvement dans d'autres pays européens.

LIBÉRATION ANIMALE ET DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Parmi les autres numéros de l'activisme végétarien, il y a aussi **269 Life France** et **269 Libération animale**. Ces groupes émanent d'un mouvement israélien né en 2012, dont le nom fait référence au numéro d'un veau « sauvé » par ses fondateurs. Pour marquer leur soutien à la cause, des militants se font marquer le numéro 269 au fer rouge, en référence à l'Holocauste. La première, soutenue par L214, s'est surtout donnée pour mission de promouvoir le végétarisme, tandis que la

seconde se situe sur le créneau de la libération animale en recourant à des actions directes de désobéissance civile. « C'est en nous rendant dans les lieux où se déroulent et se décident ce massacre que nous serons en mesure de l'enrayer et d'y mettre un terme », affirment leurs fondateurs. Les nombreux procès en cours semblent avoir freiné leur ardeur militante. Le 7 novembre 2019, le tribunal d'Orléans a condamné les deux fondateurs et l'association à près de 9 000 euros de diverses amendes pour « vol, violation de domicile avec dégradation et entrave à la liberté du travail ». En septembre 2017, une soixantaine de militants avaient occupé un abattoir du département et « exfiltré » un porc.

Le tableau serait incomplet sans **Earth Résistance** qui a tenté à plusieurs reprises de perturber le salon du Sommet de l'élevage. Ou encore **l'ALF**, un mouvement anarchiste et anticapitaliste prônant le sabotage économique. Enfin, des groupes et individus de l'ultra-gauche et de l'ultra-droite (**Cause animale Nord, Section défense animale, Panthères enragées...**) reprennent aussi à leur compte la cause animale. ☹



Jusqu'aux mouvements anarchistes et ultra politisés

En mars 2019, l'EARL Barbeyer, dans la Drôme, a été victime de deux intrusions de militants de l'association DxE France. Les vidéos, publiées sur internet, ont été un choc pour les trois frères associés Denis, Hervé et Philippe. Ce dernier nous raconte.

« Notre travail, c'est notre passion »

● Face à cet acte malveillant, quel est votre ressenti ?

Philippe Barbeyer - « Je n'avais jamais vécu cela dans l'exploitation familiale qui élève des volailles depuis 1963. L'association DxE France s'est introduite pendant la nuit dans un bâtiment où se trouvaient 4800 dindons. Parmi ce nombre, il n'est pas surprenant de trouver une volaille boiteuse ou morte. Les militants s'en sont servis pour faire des images chocs. Les découvrir et être cités sur internet a été un coup de massue. Heureusement, nous sommes trois. Il y a toujours un pour remonter le



« Depuis le passage de DxE, nos poulaillers sont fermés comme des prisons » regrette Philippe Barbeyer, à droite sur notre photo.

moral de l'autre. Aujourd'hui, il est plus facile d'en parler. »

● Qu'est-ce qui a changé depuis ?

P. B. - « Avant, nous laissons

notre exploitation ouverte et nous étions fiers de faire visiter l'élevage. Nous n'avions rien à cacher. Depuis l'intrusion nous avons été obligés de tout fermer. Ces actions

militantes nous font passer pour des moins que rien. Nous avons aussi reçu une lettre anonyme nous traitant de tortionnaires et de nazis. Nous ne sommes pas là pour martyriser nos animaux ! »

● Comment envisagez-vous l'avenir ?

P. B. - « En cas de nouvelle intrusion, nous porterons plainte. La convention sur la prévention des malveillances signée dans notre département est une bonne chose. Mais nous ne sommes pas pour autant à l'abri d'une nouvelle agression. Je crains qu'un drame arrive entre un éleveur et des activistes... »

L'émission de télé-réalité « Arrive en campagne » fait un tabac sur la première chaîne télévisée québécoise avec un million de spectateurs. Elle prépare sa cinquième saison.

Télé-réalité au cœur d'élevages québécois

En compagnie de Stefano Faita, célèbre cuisinier au Québec, une famille urbaine est invitée à passer 48 heures dans une exploitation et à travailler avec la famille d'agriculteurs qui l'accueille. Chaque semaine, l'émission fait découvrir une production et une région différente. Loin de l'image bucolique habituellement véhiculée, cette émission surprend car elle montre sans complexe la réalité : des entreprises familiales modernes. Lors des émissions chez des éleveurs de poulets, de dindes ou de poules pondeuses, les images sont tournées dans des bâtiments de type et de taille conventionnels.



Le succès de l'émission « Arrive en campagne » montre qu'il est possible de communiquer, sans clichés ni tabous, sur la réalité des élevages modernes et du métier d'agriculteur.

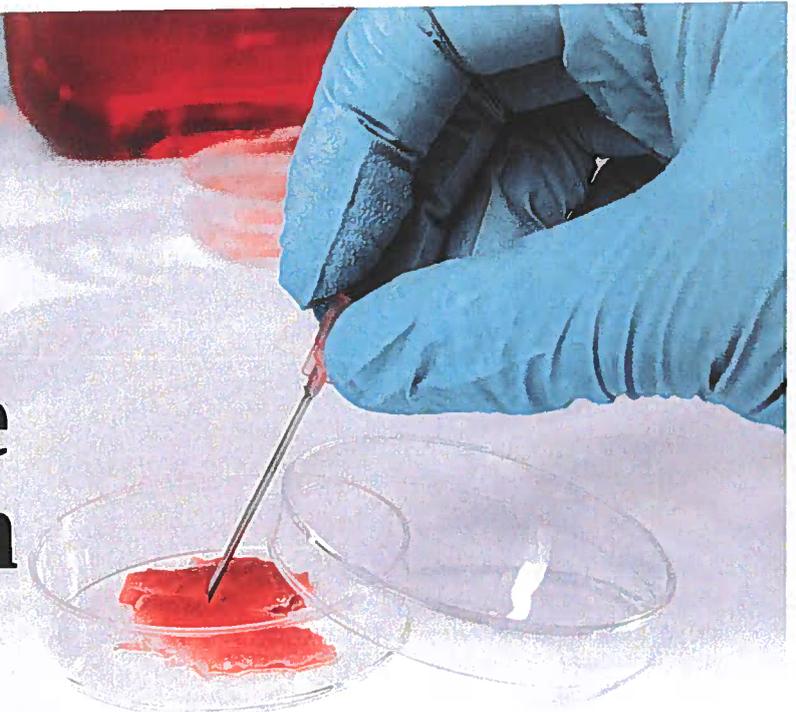
L'éleveur explique sa façon de produire et son organisation de travail : l'élevage de poulettes en volière, les poules en cages, l'importance de revêtir un « couvre-tout » (la cotte) pour la biosécurité,

les volailles en phase de démarrage et de finition... La famille urbaine met la main à la pâte, par exemple pour le ramassage des œufs. Pour apporter un côté ludique, cette famille relève quelques défis.

L'émission s'achève autour d'un repas cuisiné à partir du produit de l'exploitation. Réalisé avec le partenariat d'organisations agricoles qui financent les émissions, « Arrive en campagne » offre une occasion originale de renouer le dialogue avec le citoyen-consommateur, tout en ciblant un public jeune et urbain. Un projet d'adaptation a démarré en France sur une chaîne privée de grande écoute. Les producteurs CocoTV et Galaxie veulent « constituer un noyau de partenaires agricoles, financeurs et commanditaires de l'émission, qui bénéficierait du soutien du ministère de l'Agriculture ».

Pendant que les animalistes préparent l'opinion à ne plus manger de viande, des financiers investissent dans des produits de substitution. Collusion d'intérêts ou coïncidence ?

Le lobby de la viande cellulaire en embuscade



Et si une partie du mouvement végan était de mèche avec une partie du monde financier le plus féroce pour faire s'effondrer le marché de la viande ? C'est l'hypothèse de l'École de guerre économique (EGE) dans une étude publiée en juillet 2018. L'EGE a notamment décortiqué l'activisme financier d'un milliardaire britannique philanthrope et végétarien, Jeremy Coller, qui constitue à leurs yeux « une menace systémique pour la filière viande de par le monde ». À la tête d'un fonds de pension et d'une fondation, il a lancé en 2015 la Farm Animal Investment Risk and Return Initiative (Initiative relative au risque et à la rentabilité des investissements dans l'élevage). Sa mission est de mettre en garde les investisseurs sur les risques élevés qu'il y aurait à financer des entreprises liées à l'élevage industriel. Il leur fait miroiter les opportunités à saisir sur le marché des protéines végétales et de la viande de synthèse. Pas de militantisme

spectaculaire, mais « la volonté de changer le système grâce aux investisseurs », dévoilait-il en 2016.

L'INDUSTRIE AMORCE LE CHANGEMENT SOCIÉTAL

Cette stratégie d'influence semble porter ses fruits sur des poids lourds américains de l'industrie de la viande comme Tyson et Cargill qui investissent dans la viande végétale, ainsi que sur des milliardaires de l'économie numérique de la Silicon Valley (Amazon, Facebook, Google, Microsoft, Skype, Virgin...) qui ont largement contribué au développement de Beyond Meat et de Impossible Food avec des steaks végétaux « qui saignent ». Des Européens s'y mettent aussi pour ne pas rater l'opportunité de nouveaux débouchés. Le groupe Avril a investi sur les alternatives végétales (projet de recherche Plant Meat Matters avec Unilever en 2017 ; usine de canola à

L'intérêt de la Foodtech rejoint celui des abolitionnistes : convaincre la masse des non-végans de faire la transition vers les viandes végétales et cellulaires pour faire cesser l'élevage.

Dieppe avec DSM annoncée en juillet 2019). Le leader allemand de la volaille PHW mise sur la viande cellulaire (Supermeat en Israël) et sur les substituts végétaux à la viande (Beyond Meat), à l'œuf (Just Egg) et au thon (Good Catch). Dans une étude parue en juillet 2019, le cabinet de conseil en management AT Kearney prédit une « disruption de l'industrie de la viande ». Bien que ce marché mondial continue à augmenter de 3% par an, en 2040 la vraie viande n'occuperait plus que 40% du marché mondial. Le reste serait fourni à 25% par des substituts végans et à 35% par de la viande cellulaire.

LA VIANDE CELLULAIRE L'ÉTAPE ULTIME

Depuis 2014 et l'apparition du premier steak in vitro aux Pays-Bas, une trentaine

de startups de la Foodtech se sont créées, essentiellement aux USA, Israël et Pays-Bas. Elles ont pour objectif de produire de la simili-viande sans passer par l'élevage, pour en supprimer les impacts négatifs. Pour séduire le mangeur de viande, il s'agit de lui permettre de retrouver une expérience gustative proche de l'original. « Le jour où les alternatives seront prêtes, industrialisées et donc accessibles économiquement, le marché de la viande risque de s'effondrer en très peu de temps », ajoute l'école en intelligence économique.

PRÉPARER L'OPINION À LA VIANDE ARTIFICIELLE

Pour préparer l'opinion à accepter ces nouveaux aliments, il faut trouver des alliés. L'EGE avance que « Jérémy Coller a noué un partenariat avec des ONG welfaristes (CIWF, World Animal Protection) qui ont des réseaux globaux, qui sont présentes au plus



La viande cellulaire n'est plus de la science-fiction

haut niveau dans l'environnement institutionnel et politique et sont référentes. Elles établissent les normes et standards qui deviendront des solutions techniques apportées aux entreprises préalablement sollicitées ». La sociologue Jocelyne Porcher est persuadée d'une collusion d'intérêts entre la foodtech et des abolitionnistes pour imposer une agriculture sans élevage. Elle développe cette thèse dans son livre *Cause animale, cause du capital* paru en septembre 2019. Selon elle, la viande cellulaire procède de la même démarche d'appropriation capitaliste des animaux que l'élevage industriel au XX^e siècle, avec la complicité tacite des welfaristes. En martelant que l'élevage n'est

que violence et souffrance, les activistes cherchent à provoquer le dégoût physique et moral de la viande et à imposer la viande cellulaire comme seule alternative. Ces propos font écho à la lecture des *Cahiers antispécistes* (n° 42 de mai 2019). Axelle Playoust-Broure y écrit que « la biotechnologie de la viande cellulaire semble avoir le potentiel nécessaire pour faire basculer le paradigme alimentaire mondial vers un modèle plus rationnel, moins violent et pour faciliter la diffusion de l'antispécisme ». Avant de parvenir à un monde sans élevage, il est stratégiquement opportun de « garder la viande (de synthèse) pour mieux se débarrasser du meurtre (des animaux non humains) ». ③

LA FILIÈRE VIANDE « DOIT SORTIR DU VIDE STRATÉGIQUE QUI EST LE SIEN » SELON L'ÉCOLE DE GUERRE ÉCONOMIQUE

Les perspectives annoncées sur la viande synthétique peuvent sembler irréelles dans la mesure où sa production est encore au stade embryonnaire. De plus, on ne sait rien de ses impacts sur la santé du consommateur et de son bilan environnemental et énergétique... Néanmoins, il ne faudrait pas les balayer d'un revers de la main : « il s'agit potentiellement d'un changement de modèle complet où de nouvelles règles sont écrites par d'autres, où les produits seront différents. C'est probablement en ce sens que la filière viande doit sortir du vide stratégique qui est le sien », souligne l'École de guerre économique. Elle ne « peut plus se cantonner à l'extinction des incendies allumés par L214 et ses pairs. Celle-ci a déjà perdu la bataille de l'information. Elle doit vite se renforcer pour acquérir une puissance de frappe, une profondeur d'analyse et établir une stratégie pour la sauvegarde de ses terres et de ses animaux d'élevage ».

Pour défaire les contre-vérités, le collectif d'acteurs bretons de l'agriculture et de l'agroalimentaire — les Z'Homnivores — a mis en ligne cet été le site mangerdetout.fr

Les Z'Homnivores lancent le site mangerdetout.fr

LES
Z'HOMNIVORES
et Fiers de l'être !

Ce site vise à apporter des réponses complètes et objectives à toutes les questions que se pose le consommateur autour de l'alimentation. Il fournit aussi des clés aux éleveurs pour communiquer sur leur production, de façon positive et étayée. Son originalité est d'être un site d'informations mais aussi de réflexions. « Le débat sociétal sur l'alimentation a été confisqué par les animalistes. Nous voulions aussi faire entendre notre voix, celle qui prône une alimentation omnivore », explique Loïc Hénaff, président de Produit en Bretagne. Ce site s'appuie sur la vision partagée du collectif les Z'Homnivores : « On a réaffirmé ce qui pour nous

allait de soi en s'entourant de philosophes, de scientifiques, de nutritionnistes : pour faire grandir l'homme, depuis toujours, il est naturel et vital de se nourrir de produits animaux et végétaux. »

ÊTRE INFORMÉ ET LIBRE DE SES CHOIX

« Loin des images chocs et des fake news, le parti pris du site est d'aller au-delà de la controverse et d'amener du dialogue, insiste Danièle Evain, présidente d'Agriculture de Bretagne. On se veut explicatif de ce qui se passe chez nos agriculteurs. Chacun doit pouvoir être libre de choisir son mode de consommation, en toute connaissance de cause. » Le site se base sur des in-

formations documentées et scientifiques. Il aborde toutes les dimensions de l'alimentation : les notions de santé et de goût, l'environnement, la bien-traitance animale. Il explique les différents régimes alimentaires et s'appuie sur les conseils nutritionnels des autorités publiques. Il propose des outils pratiques pour bien consommer. Il apporte des éléments de réflexion sur notre rapport à la mort des animaux, l'impact d'un monde sans élevage, sur l'idéologie antispéciste... « Notre conviction est d'être omnivore et humaniste, ce qui n'exclut pas que nous sommes dans une démarche de progrès. Ce site est en quelque sorte une base de départ pour accompagner

la transition de nos modèles agricoles. »

Créé il y a deux ans alors que la Bretagne devenait la cible des abolitionnistes, le collectif les Z'Homnivores a engagé diverses actions, dont un colloque en décembre 2018 sur l'humanité omnivore, une rencontre avec les autorités et l'opération Breizh Agri Food en juin 2019 qui a proposé 180 portes ouvertes autour de l'alimentation et attiré près de 40 000 visiteurs. ③

Le collectif comprend Produit en Bretagne, l'association bretonne des entreprises agroalimentaires, Agriculteurs de Bretagne, l'UGPVB, Interbev Bretagne et la chambre d'agriculture de Bretagne.

Face à la montée en puissance des vidéos chocs, les interprofessions avicoles ont décidé d'être davantage dans l'action et dans l'explication.

Les interprofessions avicoles davantage proactives

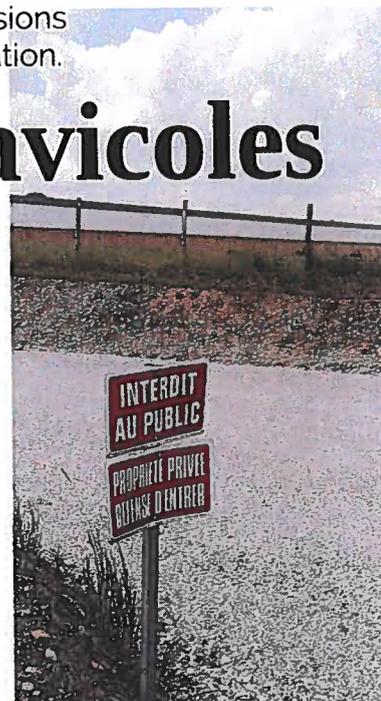
Depuis quelques mois, la filière avicole est particulièrement ciblée par des vidéos chocs, diffusées par les associations animalistes extrémistes. Montrant un poulet agonisant, des cadavres de poules en cage en état de décomposition, un casier d'un caisson de ramassage refermé brutalement sur des volailles... elles ne peuvent qu'indigner tout un chacun, à commencer par les éleveurs. « Tout le monde est très affecté par ces vidéos, qui mettent en exergue des images intolérables, animaux en souffrance ou morts, et qui ne reflètent pas du tout la réalité du travail quotidien dans les élevages », dénonce Anne Richard, directrice de l'interprofession volailles chair (Anvol). Plutôt discrètes par le passé, les interprofessions ont décidé d'être plus proactives. Pour l'Anvol, il s'agit de

communiquer davantage, mais à juste dose. « On n'intervient que si nous sommes sollicités par les journalistes et en fonction des retombées médiatiques. On ne veut surtout pas alimenter le buzz médiatique. » Des éléments de réponse sont préparés après la diffusion de vidéos, pour un contrepoint aux arguments des associations. « On reste dans l'explication, jamais dans l'agressif. »

UNE IMAGE NÉGATIVE POUR LES JEUNES

Plutôt que d'entretenir la controverse, l'interprofession de l'œuf (CNPO) a souhaité être davantage dans l'action, en proposant son Contrat sociétal d'avenir (CSA), qui engage la filière œuf à produire 50 % d'œufs alternatifs d'ici 2022. « Cela nous permet de communiquer positivement et de façon récurrente, explique Maxime Chaumet, du CNPO.

Le CSA montre qu'on est dans une démarche de progrès et que l'on tient compte des attentes du consommateur. Cela a tout changé en termes de retombées médiatiques. » En parallèle, les interprofessions dénoncent les intrusions en élevage, qui sont de plus en plus fréquentes. « Elles créent un état de stress au quotidien, difficile à gérer pour les éleveurs », a-t-il constaté. « C'est une violation inadmissible, poursuit Anne Richard. Nous sommes totalement solidaires des éleveurs qui en sont victimes. » Les interprofessions les incitent à porter plainte et proposent de se porter partie civile. À plus long terme, la crainte est que ces vidéos ternissent l'image du métier et ne donnent plus envie aux jeunes de s'installer. C'est pourquoi l'interprofession de la volaille de chair réfléchit à une communication



Les interprofessions dénoncent fermement les intrusions en élevage.

qui expliquerait de façon simple et pédagogique, via des vidéos, ce que sont les pratiques et les métiers de la filière. Un comité de liaison a aussi été créé par l'Anvol. Il vise à réunir des associations de consommateurs, mais aussi des associations welfaristes non antisécistes, avec lesquelles il est possible de travailler sur l'évolution des modes d'élevage. ②

L'Anvol a diffusé une note « Intrusion » auprès des organisations de production.

Les bons réflexes en cas d'intrusion

La note « Intrusion » de l'Anvol fournit des conseils pour se prémunir contre les intrusions dans les élevages. Elle rappelle que la violation de domicile ne peut être démontrée s'il n'y a pas eu de porte fracturée, de vitre brisée... D'où la nécessité de fermer toutes les portes à clés et d'installer des panneaux précisant qu'il s'agit d'une propriété privée,

dont l'accès est interdit à toute personne non autorisée. En cas d'intrusion, elle conseille d'appeler immédiatement la police ou la gendarmerie, de ne toucher à rien ni aux personnes de façon violente, de prendre des vidéos ou photos pour les identifier et montrer les dégradations, de relever l'heure d'arrivée et de départ et de contacter un huissier de justice pour

constater la dégradation. Les images des caméras de surveillance peuvent aussi démontrer le caractère fautif.

UNE PRÉ-PLAINTE SUR INTERNET

Après l'intrusion, une pré-plainte peut être déposée sur internet sur le site www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr. Certains contrats d'assurance proposent une assistance

juridique permettant la prise en charge partielle des frais d'avocats. Même en l'absence d'infraction pénale, il est possible d'établir une main courante à la police. Enfin, la note aborde les cas d'infraction avec utilisation d'un drone, destruction ou dégradation d'un bien ou profération de menaces. ③ La note « Intrusion » est disponible sur demande auprès de l'Anvol.